

le quotidien du peuple

Organe central du PARTI COMMUNISTE RÉVOLUTIONNAIRE marxiste-léniniste

MERCREDI 13 DECEMBRE 1978 - N°810

Commission paritaire N°56 942 Tel. 636.73.76

2, 00 F.

La semaine noire des sidérurgistes

- Longwy condamnée
- 8 000 licenciements à Usinor
- De 1974 à 1980 :
50 000 emplois supprimés

IRAN

L'IMMENSE VAGUE POPULAIRE



De nouvelles manifestations ont eu lieu ce mardi dans plusieurs villes d'Iran. Lundi, c'est près de 6 millions d'Iraniens qui étaient dans la rue pour crier leur haine du Shah. Si l'armée est restée discrète à Téhéran, elle a tirée dans la foule à Ispahan, faisant de nombreuses victimes. L'ayatollah Khomeiny a par ailleurs menacé les gouvernements qui soutiennent le Shah de représailles économiques de la part d'un futur gouvernement populaire.

Lire en page 6

La direction du trust Usinor, lors d'une première réunion lundi a annoncé sa décision de maintenir son aciérie à oxygène de Neuves Maisons et de ne plus construire du même coup celle de Longwy ; le résultat : 3 000 travailleurs des usines de Longwy qui devaient transformer l'acier produit par la nouvelle aciérie de cette ville vont être licenciés !

Si Longwy est donc sacrifié par les maîtres de Forges, les travailleurs de Neuves Maisons ne sont pas pour autant sauvés : l'aciérie à oxygène qui sera maintenue à des surcapacités de production et on parle déjà de 1 400 licenciements !

Mardi, la direction d'Usinor Chiers Chatillon devait lors d'une seconde réunion annoncer quelques 5 000 suppressions d'emplois supplémentaires qui auront pour l'essentiel lieu dans la région du Valenciennois : 4 500 travailleurs risquent de perdre leur emploi d'ici 1980 à l'usine de Denain, près de Valenciennes, où la direction du trust a décidé de supprimer totalement la production de fonte et d'acier !

Des régions entières liquidées, des milliers de travailleurs mis à la porte : tel est le nouveau plan des maîtres de forges !

Lire en page 4

LE PCF TENTE DE CONCILIER SES INTELLECTUELS

A l'approche du 23^e congrès, la direction du PCF tente de reprendre l'offensive interne, en réunissant 400 intellectuels le week-end dernier, et en réunissant son comité central mardi et mercredi. En «dialoguant» avec les intellectuels, dont beaucoup d'oppositionalistes, la direction essaye de montrer que la discussion est possible, et que par conséquent l'expression de points de vue hors du PCF est condamnable. Hormis cela, force est de constater que les divergences subsistent, et en profondeur.

Ainsi sur l'URSS, ainsi sur la responsabilité de la défaite de mars, ainsi sur l'Europe, ainsi sur les groupes femmes, ainsi sur le fonctionnement interne. Au total, si la discussion a pu être franche, elle n'a pas permis à la direction de réduire son opposition.

Lire en page 3

RPR et PCF ensemble pour la première fois depuis 1958

150 députés RPR, plus 86 députés PCF, plus 10 non-inscrits, cela fait une majorité au Parlement quand en face il n'y a que 120 UDF, 2 non inscrits et 2 RPR, et que les 114 socialistes s'abstiennent. Cette majorité originale, elle est apparue lundi pour faire aboutir un projet de loi contre le financement européen de la campagne électorale de mai-juin prochain. Ce projet de loi, qui au demeurant risque bien d'être bloqué par le Sénat, n'a que bien peu d'importance au regard de l'événement que constitue le vote commun du PCF et du RPR. Sur un sujet précis, l'Europe, il est désormais prouvé que le gouvernement giscardien peut être battu... à moins que le PS ne vienne à son secours.

Lire en page 4

Chaffoteaux et Maury : une lutte de deux mois pour les salaires

Lire en page 5

● Essonne : une préfecture modèle

On pourrait croire que les préfectures, d'où émanent des circulaires, des décrets et autres notes de services concernant les normes de sécurité de bâtiments administratifs ou publics sont précisément construites en répondant à des normes rigoureuses ; il n'en est rien !

A Evry, la préfecture de l'Essonne, pourtant construite il y a moins de dix ans, présente des risques d'inflammabilité très dangereux. Dans ces locaux où travaillent des centaines d'employés, il n'y a pas de détecteurs d'incendie, mais par contre, des matériaux tels que le polystyrène expansé sont utilisés en abondance pour assurer la protection thermique des conduites de chauffage et de conditionnement d'air. Ce matériau, on le sait depuis longtemps pour avoir été à l'origine de dramatiques incendies, présente les plus hauts risques de toxicité lié à une grande inflammabilité. Aussi le préfet vient-il de débloquer 900 000 francs nécessaires aux travaux pour mettre ce bâtiment en conformité, comme le font apparaître les devis, pour les deux tranches de travaux prévues. Les habitants de l'Essonne en sont pour leurs frais.

● Communiqué de la section CGT des animateurs de St Denis

«Après trois semaines de grève des animateurs de Saint-Denis, la municipalité accepte de recevoir le SNPAOCC - CGT, la section locale, l'UL, l'UD, et la fédération. Au bout d'une heure trente de réunion, le maire quitte la salle en refusant toute discussion sur les revendications du personnel animateur. Les structures syndicales représentées à l'entrevue reprennent contact par l'intermédiaire de l'UD avec la municipalité pour une réouverture des négociations. La municipalité accepte la proposition qui lui est faite : mise en place immédiate d'une commission chargée de discuter point par point l'intégration des revendications au contrat municipal. (...) Le communiqué énumère les revendications des grévistes. On y lit notamment : « Paiement des journées de grève, paiement des heures supplémentaires ; la municipalité s'engage à suspendre tout licenciement en cours, et à arrêter la poursuite pénale qui était engagée contre le secrétaire de la section locale. La grève continue jusqu'à la tenue de la première réunion de négociations. (...) »

SNPAOCC - CGT



RFA : la cour constitutionnelle donne le feu vert pour la centrale atomique de Kalkar

● La Cour constitutionnelle de Karlsruhe vient de donner son accord pour la poursuite des travaux de la centrale nucléaire de Kalkar. La construction du surgénérateur de Kalkar, installé sur les bords du Rhin près de la frontière néerlandaise, était arrêtée depuis plusieurs années.

La bourgeoisie est-elle même divisée au niveau du Land puisque les ministres libéraux de Dusseldorf ont pris position contre le surgénérateur de Kalkar. Par une de ses décisions, le tribunal administratif de Munster avait considéré la construction du surgénérateur comme incompatible avec la loi fondamentale de la RFA. La cour constitutionnelle de Karlsruhe a jugé que le fonctionnement de Kalkar serait couvert par la loi de 1959 réglant l'utilisation de l'énergie nucléaire. Dans la mesure où toutes les précautions possibles, dans l'état actuel des connaissances, auraient été prises pour Kalkar... Enfin, compte tenu qu'il ne s'agit que d'un prototype.

Le 29 septembre 1977, à l'appel des Bürgerinitiativen (comités d'initiative) plus de 50 000 manifestants se réunissent à Kalkar, qui n'est encore qu'une petite cité minière. Face à eux, l'état a massé 10 000 policiers, retranchés dans une véritable forteresse médiévale avec un mur d'enceinte et des fossés. Avant leur arrivée, 40 000 personnes sont contrôlées, à bord de 480 autocars, le train Duisbourg-Clèves est stoppé en rase campagne par un hélicoptère de police, les arrestations sont nombreuses. Les antinucléaires, refusant les provocations n'engagent pas la bataille rangée, mais intensifient la sensibilisation de l'opinion publique. Les journaux du

Le projet de surgénérateur à Kalkar avait entraîné une émotion considérable en Rhénanie du Nord. De nombreuses manifestations de masse avaient été organisées par les antinucléaires ouest-allemands et entre autres une manifestation antinucléaire européenne.

groupe Springer qui avait assimilé les anti-nucléaires à milés les antinucléaires à des terroristes la semaine précédente, osent titrer le lendemain «L'attaque de Kalkar n'a pas réussi» !...

Le gouvernement Schmidt, en parfait accord avec l'opposition CDU CSU a refusé de céder aux écologistes. Arguant des «limites» de la production allemande de houille, le ministre de la Recherche, Matthoffer (SPD) produit un mémorandum en faveur du nucléaire et demande à son parti l'abrogation du ralentissement partiel de la construction de centrales nucléaires, emportant sans problème l'accord de Schmidt.

Le même jour où Karlsruhe rendait sa décision en faveur du surgénérateur, la majorité SPD - FDP de la commission économique autorisait la reprise des travaux. Cette décision est importante car elle est préparatoire au débat que doit organiser le parlement fédéral au sujet de Kalkar.

En effet le gouvernement de Rhénanie du Nord-Westphalie est divisé à cause de l'opposition des Libéraux. Pour tourner la difficulté et par démagogie électorale le gouvernement du Land a fait appel au parlement fédéral pour qu'il tranche lui-même, ce qui sera fait la semaine prochaine.

Pierre PUJOL

SECTE JONES (SUITE) DES DOCUMENTS ENREGISTRÉS

Après le massacre des adeptes de la secte Jones au Guyanan, les enquêteurs ont saisi une importante quantité de documents. Parmi ceux-ci, une bande magnétique où sont enregistrées les dernières heures du carnage.

Ce document révèle que de nombreux adeptes ont bien été exécutés lorsqu'ils ont exprimé leur désaccord avec le suicide collectif que Jones qualifie «d'acte révolutionnaire». Sur ce document est également enregistré le souhait émis par plusieurs adeptes de transférer la communauté en Union soviétique. Le tout ponctué de coups de feu, de cris...

ANGERS : FORTE MOBILISATION ET DETERMINATION POUR OBTENIR LA REINTEGRATION D'UN INSTITUTEUR «SUSPENDU» PAR L'INSPECTEUR D'ACADEMIE

A l'ENP d'Avrillé (près d'Angers), un instituteur a refusé d'assurer, en plus du sien, le travail d'un maître absent depuis huit jours. Il suivait là les consignes des syndicats enseignants qui exigent le remplacement des instituteurs absents.

L'inspecteur d'académie a choisi ce prétexte pour le suspendre et le faire comparaître devant une commission disciplinaire. Les raisons de l'inspecteur d'académie sont évidentes : il faut mettre au pas les enseignants. Et pour cela, la méthode est bien connue : on en prend un au hasard sur lequel on s'acharne et qu'on tente d'isoler des autres en invoquant de prétendues fautes professionnelles.

Mais la majorité des instituteurs a bien compris que cette répression les frappait tous et la grève était suivie très largement jeudi dans tout le Maine et Loire.

Environ 500 enseignants

manifestaient l'après-midi devant l'inspection d'académie et le ton de la manifestation tranchait avec les traditionnelles manifestations lors des grèves de 24 heures, où l'on ne voit qu'une centaine d'enseignants déshabillés. Les manifestants avaient un objectif clair : la réintégration de leur camarade. Ils étaient face à l'inspecteur d'académie qui avait le pouvoir et ils étaient décidés à obtenir satisfaction.

Après l'entrevue avec l'inspecteur d'académie qui bien sûr n'apportait rien de nouveau, les dirigeants PCF du SNI proposent d'aller... à la préfecture. Mais cela ne correspond pas à la volonté des manifestants qui veulent satisfaction immédiate.

Le comité de grève de l'ENP appelle à aller tous ensemble voir l'inspecteur d'académie et il a le soutien de nombreux militants et responsables syndicaux du SNI ainsi que du SGEN et des parents d'élèves.

Les manifestants pénètrent donc dans l'inspection d'académie malgré le cordon de police. Dans l'escalier, policiers et manifestants se font face ; les dirigeants du SNI reviennent en courant de la préfecture : «Il faut sortir sinon la police le fera». Le bruit court : «On fait une assemblée générale dehors». Finalement, tout le monde ressort, mais bien sûr pas d'assemblée générale.

La lutte n'est pas terminée et les militants du SNI, comme tous ceux qui étaient en grève jeudi, exigent une lutte résolue. Même si l'intersyndicale SNI SGEN SNETP-CGT ne se réunit que lundi, chacun est déterminé à expliquer auprès des autres enseignants et des parents la nécessité de gagner, et donc pour cela d'étendre et de renforcer la lutte.

Corr.
HR et QdP
ANGERS

Communiqué

Le Parti communiste révolutionnaire marxiste léniniste (PCR ml) et le Parti communiste marxiste léniniste (PCML) apportent leur soutien militant à tous ceux qui luttent pour la réintégration immédiate de Poulain à l'ENP d'Avrillé, et qui, nombreux, ont manifesté vendredi dernier leur détermination à voir leur camarade réintégré.

En voulant réprimer un instituteur parce qu'il suivait une consigne syndicale, N. Lagarde et l'État qu'il représente montrent leur volonté de réprimer et de mettre au pas tous ceux qui luttent dans l'éducation nationale : enseignants, parents, élèves.

En faisant intervenir la police contre les manifestants, l'inspecteur d'académie n'a fait que montrer sa faiblesse.

Par ailleurs, les quelques dirigeants du SNI qui ont quitté la manifestation lorsque les enseignants syndiqués au SNI, au SGEN ou non syndiqués ainsi que les parents d'élèves voulaient rencontrer en masse l'inspecteur d'académie portent la lourde responsabilité d'avoir divisé le mouvement en face de l'appareil répressif de l'État.

Réintégration immédiate !
La lutte unie et résolue de tous parents, enseignants, élèves, fera céder Lagarde.

Angers, le 8 décembre 1978
PCR ml ; PCML (sections d'Angers)

LE PCF TENTE DE SE CONCILIER SES INTELLECTUELS

Cette initiative doit être rapportée aux problèmes que connaît le PCF avec ses intellectuels depuis l'échec aux élections. C'est dans ces couches que les contestations ont été les plus vives, du moins au niveau de leur expression publique. A l'époque, les réactions de la direction avaient été violentes : aujourd'hui, alors que la contestation publique tend à se raréfier, la direction se donne un visage démocratique en laissant s'exprimer les points de vue, et même en publiant les critiques formulées dans *l'Humanité*. Ce sont cinq pages pleines que *l'Humanité* de lundi consacre à rendre compte de cette réunion, témoignant ainsi de l'importance qu'y accorde la direction du PCF. Quoique les intellectuels présents aient été choisis par la direction, les oppositionnels notoires se trouvaient représentés : Elleinstein, Rony, ainsi que Balibar pour le courant althussérien.

LES RABACHAGES DE MARCHAIS

L'intervention de Marchais curieusement qualifiée d'«information», n'a rien apporté de bien nouveau par rapport aux thèmes mis en avant par le PCF dans la période. Une

● Samedi et dimanche, le bureau politique du PCF réunissait à Vitry 400 de ses intellectuels, pour discuter de l'intervention du PCF parmi ces couches, qui comprennent pour lui non seulement les enseignants ou chercheurs, mais également les ingénieurs, techniciens et cadres. La direction du PCF entendait par là résorber les contradictions internes de ce parti en vue du 23^e Congrès.

situation d'ensemble présentée en termes catastrophistes, les concentrations économiques étant vues comme «un substitut à la guerre que l'impérialisme n'a pas les moyens d'infliger au monde», et le thème de la «campagne anti-communiste» qualifiée de «guerre idéologique» et imposant au PCF de serrer les rangs et de ne pas présenter en public ses contradictions. Quelques points abordés à cet égard :

— L'attitude par rapport à l'URSS : une réaffirmation vigoureuse de la nature socialiste des pays de l'Est, dont est présenté un «bilan globalement positif». Certes, on rappelle au passage les divergences : «Celles-ci portent sur des questions graves, notamment celles des droits de l'Homme et des Libertés». Précisons que pas un mot de critique n'a été dit sur la politique extérieure de l'URSS, pourtant sur la sellette en ce moment, notamment sur la question de l'Erythrée. Au contraire, on y a réaffirmé que

l'URSS était une force s'opposant à la guerre. Il est significatif que sur cette question du caractère socialiste de l'URSS, la direction du PCF maintienne une position extrêmement ferme, critiquant ceux qui, à l'intérieur du parti, veulent, selon ses termes, «rompre avec le socialisme existant». C'est bien là le signe que malgré les distances prises en parole sur l'absence de modèle, l'URSS reste bien un point de référence pour le PCF dans la définition de ce qu'il appelle le socialisme. Ce qui contribue à relativiser ses véhémentes affirmations sur le caractère démocratique de la société qu'il rêve de mettre en place.

— Sur le parti socialiste : Marchais s'est borné à rappeler les positions déjà connues sur le virage à droite et la responsabilité du PS dans l'échec de la gauche. Il faut noter que cette explication ne fait toujours pas l'unanimité dans les rangs du PCF. C'est ainsi que Rony devait intervenir pour dire : «L'u-

nité a été rompue. C'est notre échec, et nous sommes toujours responsables de nos échecs». Une position qui reste partagée par le courant elleinsteinien, et qui correspond à de réelles interrogations de la part de nombre de militants du PCF, qui ne se satisfont pas des explications simplistes de la direction.

— Sur l'Europe : vives attaques contre Rony, déjà pris à partie dans *l'Humanité* à propos de ses positions favorables à l'intégration européenne. Tout un courant du PCF, qui se reconnaît dans les thèses d'Elleinstein, est sensible aux positions du PCE ou du PCI, nettement plus «européens» que le PCF. A un moment où l'essentiel de l'affrontement entre forces politiques bourgeoises se situe dans la perspective de l'élection du parlement européen, le PCF entend répliquer vivement aux voix qui peuvent s'exprimer dans son sein et qui en définitive, apportent de l'eau au moulin des socialistes. C'est le sens de l'intervention de Paul Laurent, déclarant que «le fait qu'un communiste intervienne pour dire exactement le contraire de son parti est un phénomène d'une incontestable gravité. C'est une intervention qui remet en cause la nature même de notre parti».

Ces quelques points abordés, entre autres, lors de ces journées, montrent les limites que le PCF entend mettre au débat qui le traverse. Certes, des points de vue ont pu s'exprimer, mais cela reste de toute façon sans effet sur la ligne suivie, dont l'intervention de Marchais a rappelé les grands traits qui à ses yeux ne doivent pas être remis en cause. La position de la direction peut peut-être aboutir, ce qui semble se confirmer ces derniers temps, à limiter l'expression publique des divergences : fondamentalement, elle est incapable de répondre sur le fond aux interrogations largement présentes dans les rangs du PCF.

François NOLET

● Mauroy licencie le secrétaire du syndicat CGT des Municipaux de Lille

Par un arrêté du 5 décembre, Mauroy, maire de Lille a décidé de licencier M. Valescant auxiliaire de bureau et par ailleurs secrétaire du syndicat CGT des Municipaux de Lille et secrétaire de l'Union départementale des services publics CGT. Il prétexte que les postes du service documentations-archives auquel était affecté Valescant sont comblés par des titulaires pour prononcer le licenciement alors qu'une simple affectation dans un autre service était possible.

Valescant avait, à de nombreuses reprises et particulièrement dans les derniers congrès de l'Union locale et de l'Union départementale CGT, dénoncé l'attitude anti-cégétiste de la municipalité «toutes tendances confondues» (mairie PS-PC) n'hésitant pas en effet à dénoncer des comportements patronaux des municipalités, qu'elles soient de droite, PS ou PC. Depuis quelques jours un tract signé de la CGT-CFDT et autonome et une pétition circulant dans les Services municipaux pour exiger la réintégration de Pierre Valescant et dénoncer cette atteinte à la liberté syndicale par l'un des dirigeants du Parti socialiste.

Correspondance

● Parlement européen

Interrogé au club de la presse, le Premier ministre luxembourgeois Gaston Thorn a rappelé son souhait de voir le Parlement européen acquérir davantage de pouvoirs. Il a toutefois réaffirmé son attachement au principe du droit de veto, auxquels les petits pays sont particulièrement attachés.

● PCF et CEE

Le PCF vient de déposer un projet de loi pour instituer un contrôle sur les décisions communautaires. Il préconise qu'un débat ait lieu en commission parlementaire préalablement à toute réunion du conseil des ministres des Neuf, et que le ministre concerné rapporte devant la même commission des décisions du Conseil des Neuf. Le groupe PCF réaffirme dans ses attendus son attachement au principe du droit de veto dans les prises de décisions communautaires.

● Sanguinetti en marge du RPR

Alexandre Sanguinetti a mis en doute la volonté de Chirac de mener jusqu'au bout le combat sur la question de l'Europe. «Je ne sais pas, a-t-il déclaré, comment il sera demain». Il a également rappelé ses positions prises au dernier congrès du RPR : «L'actuelle majorité a-t-il dit, ne me concerne en rien».

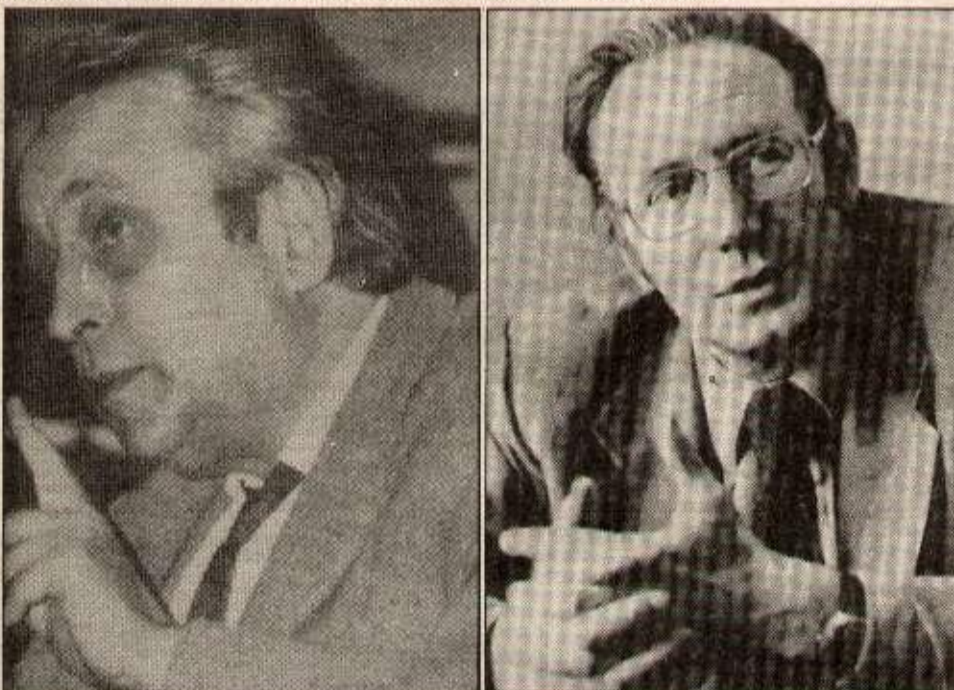
Les gaullistes d'opposition de la Fédération des républicains de progrès, après avoir rendu hommage à Debré pour ses positions sur l'Europe, a appelé à la constitution d'un «authentique rassemblement gaulliste». La FRP s'est déclaré intéressée par les débats internes au PS. Charbonnel a précisé : «Nous pouvons dire dès maintenant que notre sympathie va plutôt aux modernes qu'aux anciens».

● Un journaliste français arrêté en Pologne

Un journaliste français de l'hebdomadaire *Informations ouvrières*, Philippe Ries, a été arrêté en Pologne, alors qu'il s'apprêtait à quitter le pays à l'issue d'un reportage. Il serait inculpé de «diffamation de la Pologne populaire». Des perquisitions ont eu lieu chez certains opposants qui avaient reçu la visite de Philippe Ries, à Varsovie et Gamsk. Plusieurs d'entre eux ont même été interpellés et gardés à vue pendant 48 heures.

Ries est arrêté depuis mercredi dernier, les délais de garde à vue sont largement dépassés, mais le gouvernement polonais s'est refusé à faire savoir les raisons de la détention.

Althusser et Elleinstein, deux chefs de file de la contestation interne



25 MILLIONS POUR QUE VIVE LE QUOTIDIEN

Nantes		La Rochelle	
Des camarades	700	Ventes	90
Un cheminot	100	Paris 13^e	
Une employée	20	Une institutrice	100
Ventes	20	Paris 20^e	
Saumur		Soutien	45
Une famille ouvrière	200	Une ouvrière de Foullon	10
Ventes	60	Total	1 425
Poitiers		Ancien total	234 055
Des poteries	80	NOUVEAU TOTAL	235 480

Pour les 25 millions du Quotidien du Peuple, je verse F.
Nom :
Adresse :

Etablir les chèques à l'ordre du Quotidien du Peuple : CCP ; centre Paris, compte N° 23 132 48 F
Crédit Lyonnais : agence ZU 470 compte N° 7 713 J

Le Quotidien du Peuple
Adresse Postale BP 225 75 924 Cédex 19
Crédit Lyonnais Agence ZU 470, compte N° 7713 J
CCP N° 23 132 48 F - Paris
Directeur de Publication : Y. Chevret
Imprimé par IPCC - Paris
Distribué par les NMPP
Commission Paritaire : 56 942

Le financement de la campagne européenne refusé à l'assemblée

Ce lundi, l'Assemblée nationale discutait d'une proposition de loi du RPR visant à interdire «de recevoir des subsides d'origine française ou étrangère pour les élections à l'Assemblée des communautés européennes». Le projet de loi a été adopté grâce aux voix du RPR et du PCF, contre l'UDF, le PS s'abstenant.

L'enjeu du débat est la décision de la commission de Bruxelles d'affecter des fonds communautaires au financement de la campagne pour l'élection européenne. Rappelons de quoi il s'agit : les fonds communautaires doivent financer les dépenses électorales à deux titres. D'une part, pour une campagne de «sensibilisation» qui sera menée de janvier à mars pour persuader les électeurs de l'intérêt de ces élections. D'autre part, une subvention allouée aux partis actuellement représentés au parlement de Strasbourg pour couvrir les frais de leur campagne.

Cette initiative de la commission de Bruxelles avait déjà suscité une vive réaction de Debré qui parlait à ce sujet de détournement de fonds, et se scandalisait que des fonds communautaires puissent être utilisés pour la campagne en France. Le groupe RPR déposait alors un projet de loi visant à interdire, au nom de l'indépendance nationale, cette pratique. Mardi dernier, à la commission des lois, le RPR et le PCF adoptaient le même texte, l'UDF votant contre et le PCF s'abstenant. Restait à savoir si le vote serait identique en séance plénière de l'Assemblée.

C'est chose faite, le RPR et le PCF disposant d'une majorité de blocage. Il se confirme ainsi que le RPR



Cette fois, le RPR est passé à l'acte

entend bien porter la guérilla anti-gouvernementale sur le terrain de l'Europe. Une tendance d'autant plus vive que ces élections se déroulent à la proportionnelle : chaque parti va à la bataille sous ses propres couleurs, sans être contraint de ménager ses alliés dans la perspective d'un second tour, comme cela se présente pour des élections législatives.

Cette nouvelle donne a de quoi inquiéter le gouvernement. RPR et PCF, tous deux opposés, pour des raisons qui leur sont propres, à la construction européenne, peuvent faire capoter les initiatives giscardiennes en la matière. Le PCF, qui jusqu'à présent niait qu'une opposi-

tion réelle existe entre les partis de droite sur cette question, semble avoir changé d'avis, puisque *'l'Humanité'* de vendredi apprécie positivement les positions du RPR comme «une expression de l'inquiétude qui grandit et du refus qui commence». L'organe du PCF y affirme qu'«un rassemblement national contre le déclin est en train de naître». Non pas certes que le PCF ait subitement changé de stratégie pour se convertir à une alliance à long terme avec le RPR, mais il est amené à prendre en compte la réalité des contradictions de la droite sur la question européenne.

François NOLET

En bref...En bref...En bref...En

LE MRG POUR L'EUROPE GISCARDIENNE

Crépeau a estimé récemment que «Les réalités de notre temps sont supranationales (...) Nous disons qu'à une situation supranationale il faut apporter des réponses supranationales». Il considère négativement l'échec relatif du sommet de Bruxelles, qualifié d'«échec grave pour le président de la République».

BUDGET AU SENAT : GUERRILLA RPR

Le budget a été adopté par le Sénat

dimanche. Toutefois, des amendements déposés par le gouvernement, et portant notamment sur des prélèvements sur les enjeux du Loto et du PMU, ont été rejetés par les députés de gauche, bénéficiant de l'abstention du RPR.

RAID RHODESIEN

L'armée raciste rhodesienne vient d'effectuer un nouveau raid aérien sur le Mozambique. Ce raid a fait plusieurs dizaines de morts, et une centaine de blessés. Deux bombardiers rhodésiens ont été abattus.

● Larzac

Yvon Bourges vient de déclarer qu'il n'était pas question de revenir sur l'extension du camp militaire du Larzac, ni même d'en ralentir l'extension. Il a annoncé des réunions avec les paysans du Larzac, pour examiner les modalités suivant lesquelles de camp doit se réaliser !

Les maîtres des forges veulent rayer Longwy de la carte



Depuis 1976, la sidérurgie lorraine est frappée de plein fouet par un premier plan acier mis sur pieds par le vicomte Davignon. Ce premier plan a déjà permis le licenciement de 20 000 travailleurs dans les usines lorraines ; en particulier par la liquidation de l'usine Chiers à Longwy, qui était une unité de 3 500 personnes. C'est aussi la liquidation d'Usinor-Thionville il y a un an, ce premier plan acier a été rendu possible en particulier par la «convention sociale» (signée par FO) qui mettait en licenciement d'abord des travailleurs âgés de 56 ans, puis ensuite d'autres âgés de 54 ans.

Aujourd'hui, un deuxième plan acier est en route. Il prévoit une nouvelle fois la suppression de 20 000

emplois dans la sidérurgie lorraine. Ce deuxième plan comporte une partie importante, c'est le problème de la nouvelle aciérie. Pendant cinq mois, le patronat a joué la carte de l'attentisme, aidé en cela par le gouvernement en faisant croire qu'il suspendait les travaux déjà très importants engagés à Neuves-Maisons. Par cette manœuvre, le patronat essayait de monter la région Sud du département de Meurthe-et-Moselle contre celle du Nord. Aujourd'hui, le secret de l'implantation de cette nouvelle aciérie est éventé : on sait qu'elle se fera à Neuves-Maisons.

Toute la gesticulation du patronat local en la personne de Bernard Labbé, patron de la Chiers et aussi de la fonderie de Corcy

qu'il s'appête à liquider dans les jours qui viennent, toutes les insinuations des cadres et ingénieurs (qui s'étaient groupés en un comité pour essayer de forcer le choix sur Longwy), toutes les gesticulations des partis de droite comme de gauche... tout cela tombe à l'eau. C'est la consternation à Longwy.

Le fait que la nouvelle aciérie ne se fasse pas à Longwy signifie que l'on signe son arrêt de mort. Longwy va être rayé de la carte s'il n'y a pas de réactions. Déjà, la suppression de la tôlerie était prévue. Dès septembre, 200 travailleurs étaient, soit mis en préretraite, soit mutés dans d'autres services avec d'importantes pertes de qualification et des baisses de salaires. Il était prévu depuis quelque temps déjà la suppression de la cokerie avec les entretiens annexes. Restait la nouvelle aciérie, dont on vient d'apprendre qu'elle ne se fera pas à Longwy ; c'est donc la suppression de l'aciérie Thomas et de tout ce qui tourne autour. On peut maintenant annoncer le chiffre des suppressions d'emplois à Longwy : ce sont 5 000 travailleurs qui devraient se retrouver au chômage. Voilà la situation dramatique que veulent instaurer les barons de l'acier.

Une des manœuvres du patronat pour essayer de faire passer la pilule en plus des cinq mois d'attente qu'il a observé, c'est d'avancer la possibilité d'implantation d'une firme japonaise et aussi l'implantation d'une nouvelle cornue dans l'aciérie OBM de Longwy qui, d'après la direction, pourrait permettre d'accroître la capacité de production. Pour les syndicalistes (en particulier CFDT) tout cela, c'est de la frime pour essayer de faire passer les plans de licenciement.

● Chez Duroi-Jacquet, la direction a cédé



Après huit mois d'une lutte continue sur le plan juridique et de sensibilisation des travailleurs, la direction des établissements Jacquet-Duroi à Blanc-Mesnil a été contrainte de s'incliner et de réintégrer le délégué syndical à son poste de travail en lui payant l'intégralité de son salaire pour la période où il n'a pu travailler du fait de l'entrave de la direction.

Ceci n'a été rendu possible que par la solidarité de ses camarades de travail et également de l'UL-CGT de Blanc-Mesnil. C'est une victoire importante pour les travailleurs de Duroi-Jacquet et une preuve que, partout où elle est menée, la lutte amène des reculs des patrons.

Correspondance

Corr. Longwy

Chaffoteaux et Maury (Saint Briec)

UNE LUTTE SUR LES SALAIRES RICHE D'ENSEIGNEMENTS

Reportage de Richard FEUILLET

● 2 000 ouvriers, dont 60 % de femmes, viennent de mener une lutte pour les salaires, durant deux mois (du 12 octobre au 5 décembre) à St Briec : ceux de Chaffoteaux et Maury (chauffe-eau, chaudières), la plus grosse entreprise des Côtes du Nord.

Ce mouvement, débrayages de plusieurs semaines, suivis d'un arrêt total du travail le 23 novembre, contraignait il y a quelques jours, la direction de cette usine à augmenter les salaires de

200 F. C'est peu et c'est beaucoup. C'est peu, si on met en regard de ce résultat, plusieurs semaines de grève non payées. Mais c'est tout de même un résultat important : il faut bien en effet pour apprécier ce résultat, le rapporter aux luttes sur les salaires dans la période ; ces luttes, confrontées à l'intransigeance patronale, permettent souvent de n'obtenir que des miettes, en plus des journées de grève non payées. Le patronat de Chaffo-

teaux n'a pas fait exception à la règle : chantage à l'emploi, répression, campagne de dénigrement, tous les moyens lui ont été bons pour tenter de casser le mouvement. Et pourtant, pas à pas malgré tous ces obstacles, ces grévistes ont arraché un résultat. Un bilan approfondi de ce mouvement reste à faire. Sur la base de quelques discussions le jour de la reprise nous nous contentons ici d'en tracer les principaux traits.

En cette rentrée 78, pour le patronat des Côtes-du-Nord regroupé dans l'Union patronale interprofessionnelle (sous la direction de Thiry, patron de Chaffoteaux), un objectif prime : empêcher toute victoire revendicative, même minime, sur le département.

Une victoire serait en effet de nature à encourager à la lutte les travailleurs de ce département où pèse lourdement le poids du chômage (13 000 chômeurs, 2^e rang du chômage en Bretagne), et où le patronat entend encore licencier (A.O.I.P. Guingamp), réduire les horaires (LTT Lannion) dans les semaines à venir.

CONTRE UN PATRON CORIACE...

Aussi n'est-il pas étonnant que dès les premiers jours de la lutte des Chaffoteaux, partie le 12 octobre, le patron s'acharnera à la casser.

«Dès le début du conflit, explique un militant CGT, la direction n'a cessé de nous dire directement et à travers l'encadrement que ça ne servait à rien de faire grève puisqu'on aurait rien ; on a senti qu'elle voulait nous démolir».

Pour la frange des travailleurs les plus déterminés, une chose est acquise dès le départ : la grève, avant l'aboutissement, sera longue, c'est-à-dire difficile. Si la volonté de lutte, les motifs du ras le bol (salaire à 2 100 F) existent chez la majorité des OS de l'usine, ces derniers ne sont pas pour autant prêts à engager la grève totale.

Dès cet instant, il va s'agir pour les travailleurs et militants les plus décidés de trouver alors les formes de lutte susceptibles de rallier à la grève la majorité des travailleurs. Travailler à construire l'unité des ouvriers sur l'usine, face aux manœuvres du patron, va être d'ailleurs leur souci constant et une des caractéristiques de cette grève.

CONSTRUIRE L'UNITÉ DES TRAVAILLEURS...

«Au début, explique un jeune militant CGT, une minorité était décidée à lutter. La majorité n'était pas prête à affronter une lutte dure au départ. Pourquoi ? Certains disaient : «On veut bien lutter mais il y a les problèmes d'argent». Nous avons alors choisi les débrayages quotidiens, un moyen qui a permis de mobiliser beaucoup de monde : les pertes sur les salaires étaient faibles, d'autre par ça perturbait sérieusement la production. Il est évident que cette forme de lutte a été dictée par la période. Les débrayages étaient moins employés avant...».

Les débrayages ont peu à peu permis de rallier la majorité des travailleurs. Pourtant, au bout de 15 jours, ils ne feront pas céder le patron d'un pouce ; un débat s'engage alors : entamer un mouvement de grève tournante cette fois par ateliers ne serait-il pas plus efficace ? «C'est ce qu'on voulait à un moment. C'est vrai que ça aurait foutu

encore plus le bordel», explique ce militant cégétiste. «On ne l'a pas fait par manque d'organisation syndicale, mais aussi parce que les gars avaient besoin de se retrouver ensemble pour se compter». Là encore, le souci sera de préserver l'unité : des grèves tournantes n'auraient en effet été efficaces qu'en apparence : elles «laissent les travailleurs de chaque atelier chacun dans leur coin», sans contact, ce qui facilitait les manœuvres individuelles de la direction, (lock-out, affirmations comme quoi la grève était minoritaire).

A l'inverse, les débrayages communs allaient permettre aux travailleurs de se retrouver ensemble, de se «compter» comme le disait ce délégué CGT, permettre à chacun de voir le nombre chaque jour plus important de camarades en grève, être encouragé sur cette base à poursuivre malgré l'intransigeance de la direction.

...ET RENFORCER LA GREVE

Mais unir les grévistes ne suffisait pas. Il fallait convaincre les non grévistes de se rallier aux débrayages pour limiter au maximum la production.

En direction des ouvriers qui travaillent par peur de la répression, les grévistes vont organiser des défilés dans l'usine : «Ce qui permet aux travailleurs hésitants de constater l'ampleur du mouvement susceptible donc de déjouer tous mauvais coups du patron».

La peur du chômage chez les non grévistes existe aussi, les grévistes s'arrêtent à chaque défilé dans les ateliers pour engager la discussion : «Ce n'était pas un énorme problème mais le chantage du patron à la fermeture a tout de même marché. 100 personnes ont été embauchées en septembre et il y en a une trentaine en perspective. Alors la direction nous accusait de vouloir saborder l'entreprise. Nous on expliquait que c'était justement le moment de lutter !».

Et le 1^{er} novembre, après 3 semaines de grève, le patron lâche 100 F d'augmentation ! Il faut le souligner, sans la résolution pas à pas des problèmes divisant les travailleurs, le mouvement n'aurait pu aller en se renforçant. En ce sens, la victoire obtenue le 1^{er} novembre est bien celle de l'unité réalisée peu à peu par les Chaffoteaux.

Les 100 F octroyés par le patron, outre la victoire pécuniaire sont aussi une victoire morale pour les travailleurs : «On venait de se prouver que la lutte était possible». Ce résultat ne sera pas sans rapport avec le durcissement opéré par la suite (heures de débrayages longues). Mais cela n'allait pas suffire encore pour amener le patron à faire d'autres concessions. Il fallait encore durcir. Là encore, bien qu'ils soient nombreux à en être désormais partisans, les grévistes et délégués ne vont pas,



dans un souci d'unité, proposer tout de suite la grève totale, afin de ne pas rejeter pour des raisons financières un certain nombre de travailleurs du mouvement.

Un nouveau stade consistera à bloquer les expéditions en direction de l'usine de Chartres. On va voir une frange importante des grévistes et militants le 15 novembre, sans consigne syndicale, faire la chaîne pour décharger les camions devant partir pour Chartres, monter des barricades devant le magasin, et finalement installer des piquets de grève pour empêcher tout déménagement des stocks ainsi constitués.

LA GREVE TOTALE, MOYEN DE GARDER L'OFFENSIVE

Le patron, Thiry, menace alors de chômage technique, les ateliers un par un. Cette mesure de division vise à casser le front des grévistes. Repoussée jusqu'au dernier moment, la grève totale est cette fois proposée le 23 novembre : «On a préféré prendre les devants», explique un dirigeant cégétiste. «Le chômage technique nous aurait rejeté sur la défensive. La grève nous permet de garder l'offensive». La grève totale reconductible tous les jours est votée et permet effectivement de présenter un front uni face au patron. Elle repose sur une unité solide.

Mais une frange importante des travailleurs est consciente qu'il faut faire plus pour faire céder le patron de Chaffoteaux. Au blocage de la production, certes point sensible, il faut porter le conflit à l'extérieur, créer un large soutien dans la population de Saint Briec et du département, multiplier les initiatives.

Mais cette voie difficile, il va falloir la faire accepter car tout le

monde au sein de l'intersyndicale n'en est pas forcément partisan. Imposer une voie offensive, c'était mener la bataille pour que le point de vue des nombreux grévistes (favorables au durcissement) soit entendu, pour que les travailleurs puissent prendre en mains aussi le mouvement.

Cette bataille pour la démocratie syndicale, pour l'appropriation par les travailleurs de la lutte a en fait débuté avec la lutte. C'est aussi une caractéristique du mouvement qu'il faut résumer.

● Dès les premières semaines de la lutte, dans certains ateliers, des militants syndicaux de base, sans consigne, vont organiser des réunions régulières d'ateliers invitant les travailleurs à donner leur point de vue sur les débrayages que l'intersyndicale persistera longtemps à limiter et à faire de nouvelles propositions.

● «Certains délégués mèneront alors la bataille dans le syndicat, explique un ouvrier, pour des débrayages de 4 heures, beaucoup se rendant compte (sur la base des propositions faites lors des réunions d'ateliers.NDLR) que deux heures trente ne suffisaient pas». Cette bataille dans les structures syndicales n'aboutira que partiellement, les propositions de lutte n'étant souvent pas présentées lors des assemblées générales.

UNE LUTTE DANS LAQUELLE CHAQUE TRAVAILLEUR A SA PLACE

● On verra, lors d'une assemblée générale, la masse des travailleurs refuser de voter sur l'heure de débrayage que l'intersyndicale persistait à proposer. A la place du vote ce sera le silence total et les grévistes arrêteront le travail 1 h 30 !

Comme on le voit dès le départ, les travailleurs ne se contenteront pas d'exprimer leur désaccord avec l'attentisme parfois de l'intersyndicale, mais pas-

seront outre, organisant eux-mêmes les formes de lutte qu'ils jugeaient les plus appropriées, preuve de l'aspiration profonde à diriger eux-mêmes leur grève, à se l'approprier.

● Mais les choses iront encore plus loin en ce sens qu'une fois la grève totale engagée : une frange des travailleurs va se battre cette fois pour que soient mises en place des formes d'organisation originales permettant mieux encore de faire participer les travailleurs aux décisions : les commissions intersyndicales, lieux de débats, de propositions, où les grévistes vont largement proposer de prendre en mains de multiples initiatives.

«Différentes commissions, (représentées aux réunions de l'intersyndicale) ont été mises effectivement en place, raconte ce délégué, commission soutien, piquets de grève, animation ; c'est un fait nouveau. Jusqu'ici les luttes étaient surtout dirigées par les délégués uniquement ; là, des travailleurs non habitués à cela ont participé activement, fait des propositions ; c'est de ces commissions que sont sorties les initiatives comme le Fest Noz qui a rassemblé 3 000 travailleurs, lycéens, familles de grévistes à Saint Briec ; c'est de ces commissions qu'est sortie l'idée de faire venir les paysans-travailleurs aux portes de l'usine, vendre leurs produits en soutien».

Si l'on ajoute au Fest Noz de soutien, à la venue des paysans l'organisation de deux manifestations à Saint Briec, on peut dire que ce sont les commissions qui sont principalement à l'origine du mouvement de solidarité qui s'est développé autour de la lutte de Chaffoteaux et qui ont pesé de façon décisive dans l'issue favorable de la lutte.

TROISIEME SEMAINE DE GREVE DES SIDERURGISTES ALLEMANDS

● L'intervention d'un médiateur gouvernemental, Farthmann, dans les négociations entre patronat et direction de la IG Metall n'ayant pas abouti à un résultat, la grève dans la sidérurgie se poursuit. 81 000 des 220 000 sidérurgistes de la Ruhr, de Brême et de Osnabrück sont en grève depuis deux semaines ou frappé par le lock-out décrété par les patrons. Avec beaucoup de détermination, ils continuent leur lutte pour une augmentation salariale d'au moins 5 % et la semaine de travail de 35 heures. Les patrons restent intransigeants et refusent toute négociation sur la réduction de la semaine de 40 heures. Si les dirigeants syndicaux maintiennent pour le moment, sous la pression de leur base, la revendication des 35 heures (dont ils n'exigent d'ailleurs pas l'instauration immédiate), ils refusent pour autant l'extension et le durcissement de la grève, seul moyen, selon de très nombreux travailleurs en lutte, d'imposer les revendications.

La revendication des 35 heures par semaine prend d'autant plus d'importance qu'elle est directement liée, pour les ouvriers sidérurgistes, à la lutte contre les plans de licenciements massifs.

Un dossier de Anne RHEIN

1978 : UNE ANNÉE DE LUTTE

Pour la quatrième fois en cette année 1978, les travailleurs ouest-allemands ont engagé une lutte dure et massive pour leurs revendications, mettant ainsi sérieusement en question ce « consensus social » quasi-légitime en RFA, qui a si souvent permis aux « partenaires sociaux » de maintenir la paix sociale, de se mettre d'accord autour des tables de négociations, après avoir saboté la volonté de lutte des travailleurs.

Les premiers à se mettre en grève étaient, en janvier, les 20 000 dockers : après une lutte déclenchée sur une forte pression de la base, ils ont obtenu 7 % d'augmentation salariale. Refusant de faire les frais de la restructuration capitaliste, les travailleurs du Livre les ont suivis en février. 80 000 métallos ont

mené, en mars, une grève combative de trois semaines pour l'augmentation de leurs salaires. Aujourd'hui, les sidérurgistes commencent leur troisième semaine de grève. Leur combativité commence à poser des problèmes aux patrons qui espéraient, en évoquant la « crise dans la sidérurgie » et les menaces de licenciement et de fermetures d'usines, leur imposer une augmentation salariale quasi nulle. En même temps, ils comptaient en finir une fois pour toutes avec la revendication des 35 heures. La combativité des sidérurgistes a également rendu impossible qu'un arrangement entre patrons et direction syndicale coupe court à la grève : par les manifestations massives du 17 novembre qui ont réuni 120 000 sidérurgistes, ensuite par leur adhésion à 90 % à la grève, les sidérurgistes ont clairement exprimé que, pour eux, la lutte



Face à la crise de l'acier (1)

est bien la seule voie pour faire aboutir leurs revendications. Et sous la pression de leur base, les dirigeants de l'IG Metall (dont on connaît la bienveillance à l'égard du patronat et leur volonté de « modération » quand il s'agit de « tenir compte des intérêts de l'économie nationale ») sont bien obligés de manifester une certaine fermeté et de maintenir pour le moment (et ne serait-ce que pour la forme) notamment la revendication des 35 heures.

LE FIN DES « PRIVILEGES »

Si les sidérurgistes en RFA exigent aujourd'hui avec tant d'acuité le maintien de leur pouvoir d'achat et la réduction de la durée hebdomadaire du temps de travail, tout d'abord c'est parce qu'ils sont frappés de plein fouet par les conséquences de la crise de la sidérurgie. Relativement privilégiés quant à leurs salaires, il y a quelques années encore, leur pouvoir d'achat ne fait que baisser depuis 1975. Aujourd'hui, les salaires des travailleurs dans la sidérurgie ne dépassent guère le salaire moyen d'un travailleur dans l'industrie. Par contre, les conditions de travail y sont particulièrement dures (travail en équipes et par nuit, sans parler de la chaleur, du bruit, de la poussière et des gaz nocifs qu'il s'agit de supporter) ; le taux de chômage y est nettement supérieur à d'autres

branches de l'industrie, la crise de la sidérurgie ayant entraîné la suppression de dizaines de milliers d'emplois et la fermeture d'usines entières ; le chômage partiel touche de très nombreux sidérurgistes et l'intensification du travail dépasse souvent le seuil de supportable, entraîne de nombreux accidents de travail et l'usure prématurée des travailleurs.

CONCENTRATION ET RATIONALISATION

Ces faits sont la conséquence directe de la réponse des chefs des fonderies ouest-allemandes à la crise dans la sidérurgie : rationaliser, concentrer la production dans les installations les plus modernes, en abandonnant les technologies vieillies, en fermant les usines qui ne promettent pas un maximum de profit. Ainsi, de nombreuses usines disparaissent, sont rachetées et « restructurées » par les Grands : Thyssen, Hoesch, Mannesman, Krupp, Klöckner. En 1968, 123 hauts fourneaux fonctionnent encore et produisent 37 millions de tonnes d'acier par an. En 1976, il n'en reste que 84, qui ont une capacité de production de 50 millions de tonnes. Si les grands groupes ont aujourd'hui un quasi monopole sur la production sidérurgique, ils ont réparti entre eux aussi le marché : Thyssen

produit de l'acier de construction, Mannesmann des tubes à grand diamètre, etc.

41 000 EMPLOIS SUPPRIMÉS DEPUIS 1975

En 1961, l'industrie sidérurgique ouest-allemande comptait encore 421 000 salariés ; 1977, ils n'étaient plus que 286 000. Entre 1975 et 1978, 41 000 emplois ont été supprimés dans ce secteur et l'IG Metall estime que 40 000 autres vont disparaître dans les années à venir. En même temps, et malgré le chômage partiel, le chiffre d'affaire par travailleur a progressé de 21,4 % entre 1973 et 1976. Bien que moins important que dans la Sarre où le taux de chômage dépasse 30 % à certains endroits, le nombre de chômeurs dans la Ruhr va en augmentant, alors que le taux de chômage en RFA se maintient. Ce sont surtout les grandes villes dans la Ruhr, les « villes d'acier » où l'on trouve le taux de chômage le plus élevé : Duisburg : 7,3 % ; Bochum : 6,7 % ; Dortmund : 6,4 % ; Essen : 6,2 % (moyenne fédérale : 3,9 %).

Thyssen emploie aujourd'hui 14 000 travailleurs de moins qu'en 1974/1975. Contrairement à ce qui se passe dans la Sarre, les patrons de la Ruhr n'ont pas recouru à des plans de licenciements de grande envergure qui suscitent (comme cela a été le cas dans la Sarre), la colère et les grandes actions de solidarité parmi les travailleurs. Des mises en retraite avant l'âge, la « fluctuation naturelle », les « départs volontaires » de travailleurs, par exemple, qui se contentent d'une indemnité plutôt, que d'accepter un emploi ailleurs, souvent moins payé — voilà comment, mois par mois, 1 000 sidérurgistes perdent leur emploi dans la Ruhr.

Les sidérurgistes de la Ruhr, refusant de faire plus longtemps les frais de la concentration et la rationalisation dans la sidérurgie, revendiquent la semaine de 35 heures notamment aussi dans le but d'imposer le maintien de leurs emplois.

(à suivre)
Demain : l'enjeu de la revendication des 35 heures.

La fin de « l'âge d'or »

Plus tôt, et dans une mesure plus importante que leurs concurrents européens, les capitalistes de la sidérurgie ouest-allemande ont engagé vers la fin des années soixante, la concentration et la modernisation de la production, ce qui leur a donné une avance importante sur leurs concurrents. L'application des techniques les plus modernes a amené un accroissement considérable de la production (entre 1970 et 1974, la production d'acier brut par travailleur passe du simple au double), et permis une véritable offensive des exportations, en 1974 notamment. Ainsi, les grands Konzerns sidérurgiques ouest-allemands ont pu s'imposer en particulier sur les marchés de la CEE des pays de l'Est et du Tiers-Monde. Augmentant non seulement en volume leurs exportations en acier, mais haussant en même temps les prix des produits sidérurgiques, les capitalistes de la sidérurgie ont pu réaliser d'énormes profits. Entre 1972 et 1974, les exportations en direction des pays du Comecon ont augmenté de 267 % en tonnes et de 466 % en deutschmarks. Pour les pays du Tiers-Monde, cette augmentation a été de 192 % en tonnes et de 374 % en DM. De 1970 à 1974, le chiffre d'affaires monte de 27 milliards à 47 milliards, la

part des exportations de 27 % en 1970 à 35,2 % en 1974.

Après 1974, « l'année de l'acier », la sidérurgie ouest-allemande a du mal à maintenir sa compétitivité sur les marchés mondiaux. Une crise de surproduction éclate dans tous les pays producteur d'acier, la forte pénétration du Japon notamment limite les possibilités d'expansion de l'industrie sidérurgique allemande et ouest-européenne. Alors que la part des pays du Tiers-Monde dans la production mondiale de l'acier passe de 1,8 % à 7,6 % dans une période de dix ans, celle des pays européens baisse de 51 % à 26 %. Cette crise se répercute fortement sur la sidérurgie ouest-allemande.

A l'exception de Krupp, les positions des entreprises sidérurgiques sont en recul par rapport à leurs concurrents étrangers. La production d'acier baisse de 22,5 % en 1975, les hauts fourneaux et les laminoirs ne sont utilisés qu'à 65 %. Le contrôle des prix au niveau du Marché commun empêche en outre que les Konzerns ouest-allemands, par leur technologie de production plus avancées et le degré élevé de l'exportation, les travailleurs, puissent tirer pleinement profit de leur avance relative.



Le voyage de Barre en Corse

DES MANIFESTATIONS IMPORTANTES

Depuis dimanche soir en Corse, Barre a pu se rendre compte du mécontentement populaire. Le premier ministre est venu pour voir où en était l'application des 41 mesures prises par Giscard lors de son voyage en juin dernier. Il est venu aussi, paraît-il, pour discuter avec les Corses. S'il a bien eu des discussions, c'est avec les élus, auxquels il n'a pu que répéter les promesses, incapable qu'il était de mettre en avant des réalisations concrètes.

La population corse, elle, salue Barre par des grèves et des manifestations, lundi à Ajaccio, et mardi à Bastia. Lundi, en Corse du Sud, le mot d'ordre de grève générale a été suivi à environ 70 %. Dans l'après-midi, de nombreux commerçants avaient baissé leurs rideaux à Ajaccio. C'est pourtant la manifestation de la soirée qui a été la preuve la plus éclatante du mécontentement de la population corse. En juin, lors de la

manifestation d'Ajaccio n'avait pas réuni plus de 500 personnes. Lundi, ils étaient 1 500 au départ de la manifestation, devant la gare. Très rapidement, la manifestation allait se grossir des passants, et c'est près de 5 000 personnes qui sont arrivées devant le premier barrage de police, à mi-chemin de la préfecture. Au dire des observateurs, c'est la plus importante manifestation à Ajaccio depuis septembre 74. Malgré le mot d'ordre de dispersion aussitôt lan-

cé par les directions syndicales, plusieurs centaines de personnes sont restées devant les flics, qui, ayant reçu la consigne d'éviter tout affrontement, ont reculé à plusieurs reprises, jusque devant la préfecture.

Grèves et manifestations devaient se poursuivre ce mardi à Bastia, tandis que les quelques 400 gendarmes et policiers mobilisés pour la visite du premier ministre restent sur le pied de guerre.

Proche Orient

Cyrus Vance à la recherche d'un compromis entre le Caire et Tel Aviv

Le secrétaire d'Etat américain Cyrus Vance est reparti pour une nouvelle tournée entre Tel-Aviv et Le Caire. Cette navette qui n'est pas sans rappeler celles de son prédécesseur Kissinger a pour but, de la bouche même du porte-parole du département d'Etat, Holding Carter, de « tenter de faire sauter le barrage sur place ».

Le « barrage » vient de la volonté répétée du gouvernement égyptien de voir figurer dans le traité le lien entre le traité sur le Sinaï et une mention de règlement concernant la Cisjordanie et Gaza. A cette exigence égyptienne est venue s'en ajouter une nouvelle : que l'article 4 du document ne soit pas « définitif », c'est-à-dire que la démilitarisation partielle du Sinaï garantie par la présence de forces de l'ONU puisse un jour être remise en question. Cette dernière condition émise par Sadate rend l'accord plus difficile et la mission de Vance consistera surtout à convaincre Le Caire de revenir sur ce point. Vance partant du point de vue qu'il sera plus facile de convaincre Sadate de faire marche arrière que de faire plier Begin.

CARTER INQUIET DE L'ENLISEMENT

Carter s'est montré « très

contrarié » par les longueurs que prennent les négociations et les péripéties qui repoussent continuellement la signature du traité : « Si les Egyptiens et les Israéliens violent la limite des 3 mois de négociations fixés pour le traité, c'est une affaire sérieuse. Si en raison de désaccord mutuel, nous dépassons la date du 17 décembre, cela jetterait le doute sur l'intention des Egyptiens et des Israéliens de venir à bout des difficultés du traité de paix à venir, et cela constituerait un précédent qui aurait des conséquences difficiles à évaluer ».

La paix séparée fait long feu, il est d'ores et déjà certain qu'elle ne sera pas signée dans les délais prévus par Carter. Quoiqu'il en soit cet accord constitue « une légalisation de l'occupation israélienne » comme l'a rappelé Yasser Arafat dans une interview accordée à Beyrouth à Radio Monte-Carlo et à un groupe de représentants

de la presse quotidienne régionale française. Le dirigeant palestinien a également déclaré : « Israël peut-il avoir peur d'un petit Etat palestinien, alors qu'il menace le monde arabe dans son ensemble ? Israël possède les armes les plus sophistiquées... C'est moi qui ai besoin de garanties ». Le président du comité exécutif de l'OLP devait d'autre part déplorer que « la politique de la France soit actuellement l'ombre de la politique américaine au Proche-Orient ». « Ce qu'on demande à la France », a-t-il poursuivi, c'est « tenant compte de sa position particulière vis-à-vis des pays occidentaux, la France, en

Europe, dans le Marché commun, prenne l'initiative en faveur de la reconnaissance des droits du peuple palestinien ». C'est dans le même esprit qu'une démarche a été entreprise par la partie arabe (21 pays arabes plus l'OLP) à la quatrième session de la conférence générale du dialogue euro-arabe, en direction de la CEE afin d'obtenir des pays membres du Marché commun qu'ils reconnaissent officiellement l'OLP, lui accordent leur aide et qu'ils approuvent également l'assimilation du sionisme au racisme.

Frank ROUSSEL

L'OLP se renforce militairement

Le chef du département militaire de l'OLP a affirmé samedi à Beyrouth dans une interview que la Résistance palestinienne renforce actuellement ses effectifs militaires dans plusieurs pays arabes en prévision d'une nouvelle guerre au Proche Orient qui, selon lui, pourrait éclater dès l'année prochaine. « La guerre est inévitable tant qu'Israël refuse de reconnaître les droits nationaux palestiniens et que les Etats-Unis insistent sur le maintien d'une supériorité militaire israélienne dans la région » devait notamment déclarer le représentant de l'OLP, avant d'expliquer que la Résistance palestinienne souhaite renforcer ses effectifs en Jordanie en raison de la position stratégique de ce pays. Il devait ajouter : « La Jordanie doit nous aider à développer les opérations menées par nos hommes basés en Israël et dans les territoires occupés ».

Communiqué exposition sur la culture palestinienne

A l'occasion de la journée de solidarité avec le peuple palestinien, la mission de l'Organisation de libération de la Palestine auprès de l'UNESCO organise la première exposition en France et en Europe présentant la Palestine sur le plan culturel.

Cette exposition aura lieu jusqu'au 14 décembre inclus au siège de l'UNESCO : 7 place de Fontenoy, salle 9, 75 007 Paris. Tous les jours de 9 h à 19 h.

CGEE Alsthom Massy (91) La direction veut imposer le lock-out

Depuis plus de trois semaines les ouvriers et ouvrières de l'usine de Massy de la CGEE Alsthom débrayent pour l'obtention du demi 13^e mois. Demi 13^e mois que le personnel mensuel touche dans l'ensemble de l'entreprise mais qu'aucun ouvrier ne perçoit ni à Massy, ni à Villeurbanne (récemment en grève) ni dans aucun autre des 50 établissements de la CGEE Alsthom (1) en France.

La direction de Massy, comme seule réponse, a convoqué un Comité d'établissement pour le mercredi 13 décembre 1978, où elle compte annoncer sa décision de fermer l'usine (lock-out). Ce durcissement semble provenir du fait que l'atelier de peinture est lui en grève totale depuis le début du mouvement. De ce fait, plus aucune armoire électrique ne sort de l'usine. La direction compte donc obliger les ouvriers et les ouvrières à reprendre le travail rapidement, profits obligent. Pourtant les travailleurs de l'usine ne l'entendent pas tout à fait de cette oreille. Après les grèves de Villeurbanne, les grèves d'agences le 4 décembre et d'autres le 12 décembre, la grogne des travailleurs monte dans l'ensemble de la CGEE Alsthom.

Information en provenance de l'Union nationale CGT de la CGEE Alsthom

(1) La CGEE Alsthom c'est 16 000 salariés en France. C'est également une pièce du groupe CGEE déjà célèbre dans son action antisociale.

Kampuchéa : dénonciation du soi-disant « Front de salut national »

Dans une déclaration publiée le 6 décembre, le Comité des patriotes du Kampuchéa démocratique en France dénonce le « Front uni du salut national du Kampuchéa » dont la création a été annoncée par Radio Hanoï. Le comité dénonce la fondation d'une « organisation fantoche du Vietnam » qu'il caractérise comme « une grave ingérence ouverte et impudente du Vietnam dans les affaires intérieures du Kampuchéa démocratique ».

Selon l'AFP, la mise sur pied par Hanoï de cette organisation causerait une grande inquiétude dans les pays de l'Asie du Sud-Est et un sommet des cinq pays de l'ASEAN serait envisagé pour traiter du problème que posent les menaces pesant sur la souveraineté du Cambodge.

Le soutien de l'URSS à l'organisation créée par Hanoï ne s'est pas fait attendre. En effet, selon *Les Izvestia*, « les forces révolutionnaires et patriotiques authentiques se sont levées... » et « le mouvement de résistance est entré dans une phase quantitativement nouvelle... »

JEUDI 14 DECEMBRE 20 h 30
A MARTIGUES, SALLE JACQUES PREVERT
REUNION DEBAT DIAPPOSITIVES
AVEC ALAIN CASTAN,
MEMBRE DE LA DÉLÉGATION DU PCML
AU KAMPUCHEA DEMOCRATIQUE

CENTRE DE TRI EN GREVE

Depuis lundi, les centres de tri PTT de Nanterre et Issy-les-Moulineaux sont en grève, pour s'opposer au licenciement des vacataires dont le contrat est venu à expiration.

LA POLICE CONTRE LES GREVISTES DE PARIBAS

La police est intervenue deux fois contre les grévistes de la banque Paribas, en grève depuis quinze jours maintenant. Lundi, à 19 h 30, les flics évacuaient les grévistes qui occu-

paient les bureaux. Un peu plus tard, ils intervenaient encore pour chasser le piquet de grève mis en place devant le siège social de la banque d'affaires.

GALERIES BARBES OCCUPES

Depuis samedi, les Galeries Barbès sont en grève. Un piquet de grève a été mis en place devant le siège social, rue Marcadet, et le dépôt de Rosny est occupé par les travailleurs. Les grévistes se battent pour une augmentation de salaires et le treizième mois.

URSS : manifestation et grève de la faim

Pour l'anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'Homme, le 10 décembre une trentaine de personnes se rassemblaient place Pouchkine en dépit de la présence d'agents du KGB en uniforme et en civils et de miliciens qui très vite les bousculaient et appréhendaient une vingtaine de personnes dont le chanteur dissident Piotr Startchik, Félix Serebrov membre du groupe contre la répression psychiatrique, Youri Kisselev fondateur du groupe de défense des Invalides. La veille, un physicien dissident Iossif Zissels avait déjà été arrêté à Kiev pour « propagation de documents anti-soviétiques ».

Ce même jour du 10 décembre, les prisonniers politiques du camp de Mordovie parmi lesquels Alexandre Guinzbourg, et Oleg Tikhy et Levko Loukanienko prisonniers politiques ukrainiens ont commencé une grève de la faim qui durera jusqu'au 13 décembre.